

Sénat de Belgique

Annales

JEUDI 22 AVRIL 2004 - SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

(Suite)

Demande d'explications de Mme Marie-Hélène Crombé-Berton au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur «la politique du gouvernement à l'égard de la situation d'Ingrid Betancourt» (n° 3-224)

M. le président. - Mme Frédérique Ries, secrétaire d'État aux Affaires européennes et aux Affaires étrangères, adjointe au ministre des Affaires étrangères, répondra au nom de M. Louis Michel, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères.

Mme Marie-Hélène Crombé-Berton (MR). - Depuis le 23 février 2002, la sénatrice Ingrid Betancourt, la candidate des Verts à l'élection présidentielle de Colombie du 26 mai 2002, ainsi que sa directrice de campagne, Mme Clara Rojas, sont détenues en otage par les Forces armées révolutionnaires de Colombie, les FARC.

Je souhaiterais attirer votre attention sur cet enlèvement et cette détention, qui soulèvent une grande émotion dans notre pays mais également dans le reste de la communauté internationale. Malheureusement, le cas de Mme Betancourt est loin d'être isolé en Colombie et le sort de tous les otages est plus qu'alarmant.

Dans ce cadre, pouvez-vous m'éclairer quant aux points suivants :

- Où en sommes-nous quant à une éventuelle médiation de l'église colombienne en faveur de la libération des otages ?
- Disposez-vous d'informations récentes quant à l'évolution de cette situation ?

Mme Frédérique Ries, secrétaire d'État aux Affaires européennes et aux Affaires étrangères, adjointe au ministre des Affaires étrangères. - Nous accordons bien évidemment beaucoup d'attention aux développements consécutifs à l'enlèvement, en février 2002, de la sénatrice colombienne et ex-candidate verte à la présidence, Mme Ingrid Betancourt, ainsi qu'à l'enlèvement de sa directrice de campagne, Mme Clara Rojas, qui sont donc détenues par les FARC.

Nous sommes également préoccupés par le sort des nombreuses personnes séquestrées par les groupes armés illégaux en Colombie.

Comme vous le savez, les enlèvements de politiciens, de policiers et de militaires constituent une importante source de revenus pour les FARC. Ils ont également pour but d'exercer des pressions sur le gouvernement en vue d'obtenir la libération des membres de la guérilla emprisonnés par le gouvernement.

La Belgique et la communauté internationale ont unanimement condamné ces enlèvements. L'Union européenne n'a cessé depuis lors d'exiger la libération immédiate de tous les otages encore détenus par les différents mouvements et groupes armés illégaux de Colombie.

Nous serions bien entendu disposés à faciliter la conclusion, par le gouvernement colombien et les FARC, d'un accord d'échanges entre otages et guérilleros emprisonnés.

Cependant, Mme Betancourt elle-même s'est violemment opposée à cette solution qu'elle verrait comme un échec, dans une vidéo diffusée en septembre 2003.

Des discussions avaient pourtant été menées à cette fin, avec l'aide de l'Église colombienne et du secrétaire général des Nations Unies. Force est toutefois de constater que ces discussions n'ont rien donné. Elles sont en butte à la volonté des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) d'utiliser cette négociation à caractère humanitaire pour obtenir des avantages politiques - obtention d'une zone démilitarisée, ouverture d'un processus de paix à leurs conditions - ainsi qu'à un désaccord fondamental quant au sort des guérilleros qui seraient éventuellement libérés, suite à cette négociation potentielle.

D'autres approches du problème sont aussi envisageables mais aucune ne peut garantir la libération des otages. Une intervention armée est pratiquement à exclure, compte tenu des difficultés que devrait surmonter une telle opération militaire dans ce relief montagneux. En effet, en cas d'encerclement, les FARC n'hésiteraient pas à exécuter les otages, comme elles l'ont annoncé à plusieurs reprises.

Durant sa campagne électorale, l'actuel président colombien, Álvaro Uribe, s'était profilé comme partisan de la ligne dure. Il a néanmoins fait des déclarations conciliatrices, dans lesquelles il a mis en perspective une éventuelle médiation internationale entre le gouvernement et les mouvements d'opposition, comme nous le souhaitons, à la condition préalable que les rebelles donnent des signaux de bonne volonté.

L'Union européenne et la Belgique ont apporté leur appui au président Uribe dans cette tentative d'en arriver à de nouvelles négociations de paix et, en particulier, de trouver une solution à ce dramatique problème des otages.

Nous insistons évidemment sur le fait que tout semble être mis en oeuvre pour tenter d'obtenir la libération d'Ingrid Betancourt. Nous appuyons évidemment les efforts du président Uribe pour restaurer l'autorité de l'État, ramener la paix, la sécurité et les conditions d'une vie démocratique normale desquelles de si nombreux citoyens colombiens sont privés.

La Belgique entend prendre toutes ses responsabilités dans la mobilisation de la communauté internationale pour que le peuple colombien échappe à la violence d'un conflit où les enlèvements de personnes - celui d'Ingrid Betancourt étant probablement la plus emblématique - représentent l'un des aspects les plus cruels.

Mme Marie-Hélène Crombé-Berton (MR). - Je remercie la secrétaire d'État. Je suis très satisfaite de la réponse qui m'a été apportée.